

ORGANISATION
MONDIALE
DU COMMERCE



PANORAMA DE L'**AIDE POUR LE COMMERCE** 2013

SE CONNECTER
AUX CHAÎNES DE VALEUR

PANORAMA DE L'**AIDE** **POUR LE COMMERCE** 2013

SE CONNECTER AUX CHAÎNES DE VALEUR

ORGANISATION
MONDIALE
DU COMMERCE



Les opinions exprimées et les arguments avancés dans la présente publication ne reflètent pas nécessairement les vues officielles de l'Organisation de coopération et de développement économiques ou des gouvernements de ses pays membres, ni celles de l'Organisation mondiale du commerce ou de ses membres.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et des limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Merci de citer cet ouvrage comme suit :

OCDE/OMC (2013), *Panorama de l'Aide pour le commerce 2013 : Se connecter aux chaînes de valeur*

http://dx.doi.org/10.1787/aid_glance-2013-fr

ISBN OMC – 978-92-870-3869-2 ISBN OECD – 978-92-64-20220-7 (version imprimée); 978-92-64-20221-4 (PDF)

Les corrigenda des publications de l'OCDE sont disponibles sur : www.oecd.org/publishing/corrigenda

© OCDE, OMC 2013

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Web, Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source et du copyright OCDE et OMC. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à rights@oecd.org. Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales devront être directement adressées au Copyright Clearance Center (CCC) à info@copyright.com ou au Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) à contact@cfcopies.com.

AVANT-PROPOS

L'initiative Aide pour le commerce a fait beaucoup depuis son lancement en 2005. Elle a suscité une prise de conscience du rôle positif que le commerce peut jouer dans la croissance économique et le développement, ce qui a contribué à une meilleure intégration des priorités liées au commerce dans les stratégies de développement national des pays partenaires. Les donateurs bilatéraux et multilatéraux et les prestataires de coopération Sud-Sud ont répondu à l'appel en augmentant les financements concessionnels et non concessionnels. Le secteur privé examine comment lui aussi peut contribuer à mettre le commerce au service du développement et de la réduction de la pauvreté. L'examen de l'Aide pour le commerce – qui est axé à la fois sur les progrès et sur les améliorations qui sont encore nécessaires – renforce la confiance en montrant que l'initiative donne des résultats tangibles.

La situation du commerce et du développement a changé depuis le lancement de l'Initiative. La recherche sur le commerce en valeur ajoutée – menée par l'OMC et l'OCDE – permet de mieux comprendre les réseaux complexes de production qui caractérisent désormais le commerce mondial. L'expansion – verticale et horizontale – des chaînes de valeur s'est traduite par une augmentation de la part des biens intermédiaires dans les échanges à mesure qu'un nombre plus important d'entreprises et de pays intègrent ces réseaux fragmentés. Le fait que les entreprises se concentrent plus sur le commerce de certaines tâches spécifiques et moins sur l'ensemble du processus de production accroît les possibilités qui s'offrent aux entreprises des pays en développement, y compris dans les pays les moins avancés, de faire partie de ces réseaux régionaux et mondiaux. De plus, il y a une plus grande interdépendance des performances commerciales des pays en développement à mesure que les échanges et l'investissement Sud-Sud augmentent.

Dans le domaine de la coopération au service du développement, l'optimisme cède le pas face aux nouvelles réalités budgétaires, c'est-à-dire aux pressions qui s'exercent sur les budgets alloués à l'aide dans les pays de l'OCDE. Malgré cette tendance à la baisse des dépenses consacrées à l'aide dans les pays de l'OCDE, dont on peut espérer qu'elle sera de courte durée, un financement substantiel reste disponible, y compris par le truchement de la coopération Sud-Sud, de la coopération triangulaire et du secteur privé.

La réponse très positive à la dernière enquête de suivi réalisée par l'OCDE/l'OMC montre que l'engagement des donateurs, des partenaires Sud-Sud, des pays en développement et du secteur privé ne faiblit pas s'agissant de réaliser les objectifs de l'initiative Aide pour le commerce. Des améliorations sont encore possibles, en ce qui concerne notamment les obstacles liés au commerce aux frontières et au-delà, dont on sait qu'ils risquent de nuire à la capacité des entreprises des pays en développement à établir des chaînes de valeur, à s'y connecter et à progresser dans ces chaînes. Cependant, les pays répondent à ces préoccupations en s'attaquant à bon nombre de contraintes importantes qui affectent la connectivité des pays en développement.

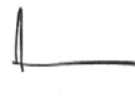
Le message encourageant de la présente publication est que nos efforts visant à promouvoir l'initiative Aide pour le commerce portent leurs fruits. Nous devons continuer à œuvrer dans la même direction tout en redoublant d'efforts pour parvenir à des résultats en matière de développement. Le rapport appelle aussi l'attention sur la nécessité d'associer davantage les prestataires de coopération Sud-Sud et le secteur privé, d'accorder plus d'importance à la question des qualifications, de développer le rôle du financement du développement et d'améliorer les conditions pour les projets transfrontières et l'intégration régionale.

Le *Partenariat mondial pour une coopération efficace au service du développement* peut jouer un rôle catalyseur en faisant en sorte que les pays en développement exploitent les diverses formes de financement du développement pour promouvoir le commerce et le développement par le biais d'une approche « investissement pour le commerce ». La présente publication examine entre autres ces questions pour contribuer à garantir que l'initiative Aide pour le commerce reste pertinente dans un contexte de commerce et de développement en évolution. Le rapport fournira également une bonne base pour orienter la discussion lors de la neuvième Conférence ministérielle de l'OMC qui se tiendra à Bali en décembre 2013.

L'Aide pour le commerce a fait beaucoup et fait partie intégrante des activités que mènent nos deux organisations. Mais le travail est loin d'être fini. Nous émettons le vœu commun que tous les membres de l'Initiative s'attaqueront aux défis qui restent à relever dans le cadre d'un engagement renouvelé au cours des années à venir.



Angel Gurría
Secrétaire général
OCDE



Pascal Lamy
Directeur général
OMC

REMERCIEMENTS

Le rapport *Panorama de l'Aide pour le commerce 2013 : se connecter aux chaînes de valeur* a été établi sous l'égide du Comité d'aide au développement et du Comité des échanges de l'OCDE, en étroite collaboration avec le Comité du commerce et du développement de l'OMC.

Les Secrétariats de l'OCDE et de l'OMC tiennent à exprimer leur gratitude à l'ensemble des gouvernements, des organisations internationales et des entreprises privées qui ont pris part à ce quatrième exercice de suivi.

Le rapport a été établi sous la direction générale de Frans Lammersen (OCDE) et de Michael Roberts (OMC).

Il est l'œuvre d'une équipe composée principalement de William Hynes, Richard Newfarmer et Michael Plummer, avec l'aide de Deborah Barker, Olivier Cattaneo, Michael Cornish, Maria Alvarez de Cozar, Rebecca A. Freeman, Ann Gordon, Marion Jansen, Rainer Lanz, Aime Murigande, Se Eun Park, Ben Shepherd, Alissa Tafti, Conor Trodden et Cristian Ugarte.

La maquette du rapport a été conçue par Peggy Ford-Fyffe King, qui a été assistée par John Smith pour la mise au point rédactionnelle. L'équipe a bénéficié du concours de Susan Hodgson.

Nous adressons aussi nos remerciements à toutes les personnes qui ont bien voulu revoir le rapport, notamment Evdokia Moïsé, Gregor Slokan et Trudy Witbreuk.

TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS	3
REMERCIEMENTS	5
SIGLES ET ACRONYMES	15
RÉSUMÉ ANALYTIQUE	19
INTRODUCTION	27
COMMENT EST ASSURÉ LE SUIVI DE L'AIDE POUR LE COMMERCE ?	29
QUI A PARTICIPÉ À L'ENQUÊTE DE SUIVI DE 2013 ?	30
STRUCTURE DU RAPPORT	32
CHAPITRE 1 L'AIDE POUR LE COMMERCE S'ADAPTE-T-ELLE AUX NOUVELLES RÉALITÉS ?	39
INTRODUCTION	39
COMMENT LES PAYS PARTENAIRES ADAPTENT-ILS LEURS STRATÉGIES ?	40
LES DONATEURS TIENNENT-ILS COMPTE DES NOUVELLES CARACTÉRISTIQUES DES ÉCHANGES ?	45
COMMENT LE SECTEUR PRIVE EST-IL ASSOCIÉ ?	49
CONCLUSIONS	57
CHAPITRE 2 FLUX ET FINANCEMENT DE L'AIDE POUR LE COMMERCE	61
INTRODUCTION	61
QUELLE EST LA PLACE DE L'AIDE POUR LE COMMERCE DANS LE CADRE DU FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT ?	62
QUELLE EST L'AMPLEUR DE L'AIDE POUR LE COMMERCE ET À QUOI EST-ELLE DESTINÉE ?	66
QUELS SONT LES BÉNÉFICIAIRES DE L'AIDE POUR LE COMMERCE ?	77
QUI SONT LES FOURNISSEURS DE L'AIDE POUR LE COMMERCE ?	80
SOUS QUELLES FORMES L'AIDE POUR LE COMMERCE EST-ELLE FOURNIE ?	83
QUELLES SONT LES PERSPECTIVES DES FLUX D'AIDE POUR LE COMMERCE ?	88
CONCLUSIONS	90
CHAPITRE 3 LES CHÂÎNES DE VALEUR ET LA VOIE DU DÉVELOPPEMENT	95
INTRODUCTION	95
LES CHÂÎNES DE VALEUR COMME VOIE VERS LE DÉVELOPPEMENT	97
LES CHÂÎNES DE VALEUR SONT-ELLES PRIORITAIRES DANS L'AIDE POUR LE COMMERCE ?	101
POINTS DE VUE DU SECTEUR PUBLIC SUR LES OBSTACLES À L'ENTRÉE DANS LES CHÂÎNES DE VALEUR	106
POINTS DE VUE DU SECTEUR PRIVE SUR LES OBSTACLES À L'ENTRÉE DANS LES CHÂÎNES DE VALEUR	109
ENGAGEMENT DU SECTEUR PRIVÉ	123
CONCLUSIONS	126

CHAPITRE 4 STIMULER LES CHÂÎNES DE VALEUR AU MOYEN DE L'AIDE POUR LE COMMERCE AU NIVEAU RÉGIONAL	133
INTRODUCTION	133
RÉGIONALISME, RÉGIONALISATION ET RÔLE DES CHÂÎNES DE VALEUR	134
RÉGIONALISME ET RÉSEAUX DE PRODUCTION DANS LES ÉCONOMIES EN DÉVELOPPEMENT	140
L'AIDE POUR LE COMMERCE RÉGIONALE : UN PUISSANT CATALYSEUR POUR LES CHÂÎNES DE VALEUR	148
CAS D'EXPÉRIENCE : UTILISER L'AIDE POUR LE COMMERCE RÉGIONALE AFIN DE PROMOUVOIR LES CHÂÎNES DE VALEUR	151
CONCLUSIONS	157
CHAPITRE 5 ÉVALUER L'EFFICACITÉ DE L'AIDE POUR LE COMMERCE	163
INTRODUCTION	163
QU'EST-CE QUE LE SUCCÈS EN MATIÈRE D'AIDE POUR LE COMMERCE ?	164
LES RÉSULTATS AU TRAVERS DU PRISME DE L'ÉVALUATION	167
RÉEXAMINER LA RELATION ENTRE L'AIDE POUR LE COMMERCE ET LE COMMERCE À LA LUMIÈRE DES NOUVELLES DONNÉES	173
ÉMERGENCE DES CHÂÎNES DE VALEUR MONDIALES : INCIDENCE SUR L'AIDE POUR LE COMMERCE	177
LES SYSTÈMES DE GESTION : UTILISER L'AIDE POUR LE COMMERCE EFFICACEMENT	179
CONCLUSIONS	184
CHAPITRE 6 LA VOIE À SUIVRE	195
INTRODUCTION	195
RÉSUMÉ	196
LA VOIE À SUIVRE	200

**AIDE POUR LE COMMERCE –
FICHES ANALYTIQUES PAR PAYS** 205

Notes explicatives sur les fiches analytiques par pays	207
Afghanistan	210
Antigua-et-Barbuda	212
Bahamas	214
Bangladesh.....	216
Barbade	218
Belize.....	220
Bénin.....	222
Bhoutan.....	224
Botswana	226
Burkina Faso.....	228
Burundi	230
Cabo Verde.....	232
Cambodge.....	234
Colombie	236
Comores	238
Congo	240
Congo, Rép. dém. du	242
Costa Rica	244
Côte d'Ivoire.....	246
Djibouti	248
Dominique.....	250
El Salvador	252
Éthiopie	254
Fidji	256
Gabon.....	258
Gambie	260
Ghana.....	262
Grenade.....	264
Guatemala	266
Guinée	268
Haïti	270
Honduras.....	272
Inde.....	274
Indonésie	276
Jamaïque.....	278
Jordanie.....	280
Kenya	282
Lesotho	284

Libéria.....	286
Madagascar	288
Malawi	290
Mali	292
Maroc	294
Maurice	296
Mauritanie.....	298
Mexique.....	300
Mozambique.....	302
Népal	304
Nicaragua	306
Niger	308
Nigéria	310
Oman	312
Ouganda.....	314
Pakistan	316
Panama	318
Papouasie-Nouvelle-Guinée.....	320
Paraguay	322
Pérou.....	324
République centrafricaine	326
République dominicaine	328
Rwanda	330
Saint-Kitts-et-Nevis	332
Saint-Vincent-et-les Grenadines.....	334
Sainte-Lucie	336
Samoa	338
Sénégal	340
Soudan.....	342
Suriname.....	344
Tanzanie.....	346
Tchad	348
Togo	350
Trinité-et-Tobago	352
Tunisie.....	354
Turquie.....	356
Tuvalu	358
Uruguay.....	360
Vanuatu	362
Yémen	364
Zambie.....	366
Zimbabwe	368

NOTES STATISTIQUES SUR LES PRINCIPALES DONNÉES RELATIVES À L'AIDE POUR LE COMMERCE	371
ANNEXE A. PRINCIPALES DONNÉES RELATIVES À L'AIDE POUR LE COMMERCE	375
Tableau A.1 Aide pour le commerce par catégorie	375
Tableau A.2A Aide pour le commerce par donateur et par catégorie	376
Tableau A.2B Aide pour le commerce par donateur et par catégorie	378
Tableau A.3 Aide pour le commerce par donateur et par région	380
Tableau A.4 Aide pour le commerce par donateur et par groupe de revenu	384
Tableau A.5A Les 20 bénéficiaires principaux de l'Aide pour le commerce en 2011, par engagements	387
Tableau A.5B Les 20 bénéficiaires principaux de l'Aide pour le commerce en 2011, par versements	387
Tableau A.6A Aide pour le commerce par habitant : les 20 bénéficiaires principaux en 2011, par engagements	388
Tableau A.6B Aide pour le commerce par habitant : les 20 bénéficiaires principaux en 2011, par versements	388
Tableau A.7 Aide pour le commerce par bénéficiaire individuel	389
Tableau A.8A Aide pour le commerce : programmes multi-pays par région	392
Tableau A.8B Aide pour le commerce : programmes multi-pays par catégorie	392
Tableau A.9 Répartition de l'aide pour le commerce par région	393
Tableau A.10 Répartition de l'aide pour le commerce par groupe de revenu	394
Tableau A.11 Dons et autres apports accordés au titre de l'aide pour le commerce, par catégorie	395
Tableau A.12 Dons et autres apports accordés au titre de l'aide pour le commerce, par groupe de revenu	395
Tableau A.13A Dons accordés au titre de l'aide pour le commerce, par donateur	396
Tableau A.13B Autres apports au titre de l'aide pour le commerce, par donateur	397
Tableau A.14 Circuits d'acheminement de l'aide pour le commerce	398
Tableau A.15 Aide pour le commerce : APD ventilable par secteur et APD totale	398
Tableau A.16 AASP liés au commerce, AASP ventilables par secteur et AASP totaux	398
Tableau A.17 Autres apports du secteur public liés au commerce, par catégorie	399
Tableau A.18 Autres apports du secteur public liés au commerce, par donateur	400
Tableau A.19 Autres apports du secteur public liés au commerce, par bénéficiaire individuel	401
ANNEXE B. LISTE DES BÉNÉFICIAIRES DE L'APD ÉTABLIE PAR LE CAD, PAR GROUPE DE REVENU	405
ANNEXE C. LISTE DES BÉNÉFICIAIRES DE L'APD ÉTABLIE PAR LE CAD, PAR RÉGION	407
ANNEXE D. CODES-OBJET SNPC LIÉS À L'AIDE POUR LE COMMERCE, PAR CATÉGORIE	409

ANNEXE E. ESTIMATIONS PAR RÉGRESSION	415
Tableau E.1 Effet de l'aide pour le commerce sur les exportations (sauf les minerais et le pétrole) des pays en développement	415
Tableau E.2 Effet de l'Aide pour le commerce sur les exportations, par groupe de revenu	417
Tableau E.3 Effet de chaque catégorie de l'Aide pour le commerce sur les exportations, par groupe de revenu	418
Tableau E.4 Effet de l'Aide pour le commerce sur les exportations de parties et de composants des pays en développement	419
Tableau E.5 Effet de l'Aide pour le commerce dans les situations de bonne gestion sur les exportations des pays en développement, par groupe de revenu	421
ANNEXE F. MÉTHODOLOGIE UTILISÉE POUR L'ANALYSE ÉCONOMÉTRIQUE	423
Tableau F.1 Comparaison de l'analyse de l'OCDE avec d'autres études récentes	425
Tableau F.2 Définition des variables	426
Tableau F.3 Statistiques récapitulatives des principales variables, par groupe de pays classés selon leur revenu (1995)	428
Tableau F.4 Matrice de corrélation des variables d'intérêt	429
Tableau F.5 Effet différé de l'Aide pour le commerce sur les exportations des pays en développement (1995)	430

TABLEAUX ET FIGURES

RÉSUMÉ ANALYTIQUE

Figures

Figure 0.1 Participation des parties prenantes à l'initiative Aide pour le commerce	19
Figure 0.2 Aide pour le commerce par région	21
Figure 0.3 Points de vue du secteur public sur les principaux obstacles à surmonter pour connecter les entreprises aux chaînes de valeur	22
Figure 0.4 Points de vue du secteur privé sur les principaux obstacles à surmonter pour connecter les entreprises aux chaînes de valeur	23

INTRODUCTION

Tableaux

Tableau 0.1 Réponses au questionnaire sur l'Aide pour le commerce	34
Tableau 0.2 Réponses des pays partenaires au questionnaire sur l'Aide pour le commerce	34
Tableau 0.3 Réponses des pays donateurs au questionnaire sur l'Aide pour le commerce	35
Tableau 0.4 Réponses des fournisseurs de coopération Sud-Sud au questionnaire sur l'Aide pour le commerce	35
Tableau 0.5 Réponses du secteur privé au questionnaire sur l'Aide pour le commerce	35

Figures

Figure 0.5 Auto-évaluations, par répondant	30
Figure 0.6 Questionnaire adressé au secteur privé	31

CHAPITRE 1**Figures**

Figure 1.1	Nouvelles priorités de l'Aide pour le commerce.....	41
Figure 1.2	Facteurs incitant les pays moins avancés à modifier leurs stratégies.....	43
Figure 1.3	Secteurs et sous-secteurs identifiés comme porteurs de croissance dans les stratégies nationales de développement des pays moins avancés.....	44
Figure 1.4	Le rôle des importations.....	45
Figure 1.5	Les facteurs de changement les plus importants et les moins importants pour les donateurs bilatéraux.....	47
Figure 1.6	Les facteurs de changement les plus importants et les moins importants pour les donateurs multilatéraux.....	49
Figure 1.7	Consultation du secteur privé pour l'élaboration des stratégies d'Aide pour le commerce.....	51
Figure 1.8	Association du secteur privé par les donateurs et les fournisseurs de coopération Sud-Sud.....	52
Figure 1.9	Avantages que les donateurs et les fournisseurs Sud-Sud voient dans les partenariats public-privé.....	55
Figure 1.10	Difficultés éprouvées par les donateurs pour établir des partenariats public-privé.....	55

CHAPITRE 2**Tableaux**

Tableau 2.1	Estimation des apports bruts assortis de conditions libérales en faveur de la coopération pour le développement (« apports assimilables à l'APD ») en provenance des BRICS	86
-------------	--	----

Figures

Figure 2.1	Flux de financement du développement dans les pays à faible revenu	63
Figure 2.2	Flux de financement du développement dans les pays à revenu intermédiaire	63
Figure 2.3	Principales sources de financement selon les pays partenaires.....	64
Figure 2.4	Principales sources de financement pour les pays les moins avancés, selon les donateurs bilatéraux	65
Figure 2.5	Principales sources de financement pour les pays les moins avancés, selon les fournisseurs de coopération Sud-Sud	66
Figure 2.6	Engagements au titre de l'Aide pour le commerce.....	67
Figure 2.7	Aide au renforcement de la capacité de production	69
Figure 2.8	Marqueur du développement du commerce	71
Figure 2.9	Aide à l'infrastructure économique	71
Figure 2.10	Aide à la politique et à la réglementation commerciales	74
Figure 2.11	Versements au titre de l'Aide pour le commerce	76
Figure 2.12	Aide pour le commerce par région	78
Figure 2.13	Aide pour le commerce par groupe de revenu	79

Figure 2.14	Programmes multi-pays	80
Figure 2.15	Dix principaux fournisseurs de l'Aide pour le commerce	81
Figure 2.16	Engagements du G-20 en matière d'Aide pour le commerce	82
Figure 2.17	Répartition des prêts et des dons au titre de l'Aide pour le commerce	83
Figure 2.18	Autres apports du secteur public liés au commerce	84
Figure 2.19	Autres apports du secteur public liés au commerce par groupe de revenu	85
Figure 2.20	Évolution des dépenses au titre de l'Aide pour le commerce depuis le début de la crise économique.....	88
Figure 2.21	Évolution attendue de l'Aide pour le commerce sur les cinq prochaines années ..	89

CHAPITRE 3

Figures

Figure 3.1	Expérience des donateurs bilatéraux concernant le développement des chaînes de valeur.....	102
Figure 3.2	Expérience des donateurs multilatéraux concernant le développement des chaînes de valeur.....	103
Figure 3.3	Expérience des fournisseurs de coopération Sud-Sud concernant le développement des chaînes de valeur	105
Figure 3.4	Points de vue des pays partenaires sur les principaux obstacles à l'entrée des entreprises dans les chaînes de valeur	106
Figure 3.5	Points de vue des donateurs bilatéraux sur les principaux obstacles à l'entrée des entreprises dans les chaînes de valeur	107
Figure 3.6	Points de vue des donateurs multilatéraux sur les principaux obstacles à l'entrée des entreprises dans les chaînes de valeur	107
Figure 3.7	Points de vue des fournisseurs de coopération Sud-Sud liée au commerce sur les principaux obstacles à l'entrée des entreprises dans les chaînes de valeur	108
Figure 3.8	Types d'Aide pour le commerce considérés comme « très efficaces » par les pays partenaires	109
Figure 3.9	Facteurs qui influent le plus sur les décisions d'approvisionnement et d'investissement dans les chaînes de valeur agroalimentaires.....	111
Figure 3.10	Difficultés pour connecter les pays en développement aux chaînes de valeur des textiles et des vêtements	114
Figure 3.11	Difficultés pour connecter les pays en développement aux chaînes de valeur du tourisme.....	116
Figure 3.12	Difficultés pour connecter les pays en développement aux chaînes de valeur des transports et de la logistique	119
Figure 3.13	Difficultés pour connecter les pays en développement aux chaînes de valeur des technologies de l'information et de la communication	121
Figure 3.14	Initiatives des grandes entreprises pour connecter les fournisseurs des pays en développement aux chaînes de valeur	123
Figure 3.15	Raisons pour les grandes entreprises de mieux connecter les fournisseurs des pays en développement à leurs chaînes de valeur.....	124

Figure 3.16	Évaluation par les grandes entreprises de l'impact des activités destinées à mieux connecter les fournisseurs des pays en développement aux chaînes de valeur.....	124
Figure 3.17	Enseignements tirés de la connexion des fournisseurs des pays en développement aux chaînes de valeur	125
Figure 3.18	Gestion public-privé des programmes d'Aide pour le commerce	126

CHAPITRE 4

Tableaux

Tableau 4.1	Vue d'ensemble des contraintes en matière de commerce intrarégional et extrarégional.....	147
-------------	---	-----

Figures

Figure 4.1	Programmes régionaux et mondiaux par catégorie (versements).....	149
Figure 4.2	Répartition géographique des programmes régionaux et mondiaux (versements).....	149

CHAPITRE 5

Tableaux

Tableau 5.1	Augmentation des exportations totales associée à des augmentations de l'Aide pour le commerce	175
Tableau 5.2	Le système de gestion axée sur les résultats du Rwanda comprend des indicateurs de réalisations et de mise en œuvre des politiques à différents niveaux de l'administration	183

Figures

Figure 5.1	Impact escompté des augmentations de l'Aide pour le commerce sur les exportations (variation des exportations en %)	177
Figure 5.2	Impact des augmentations de l'Aide pour le commerce sur les exportations de pièces détachées et de composants (% d'Aide pour le commerce additionnelle)	179
Figure 5.3	Les sept phases d'une gestion efficace axée sur les résultats	180

SIGLES ET ACRONYMES

ACDI	Agence canadienne de développement international
ACP	Groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique
ACR	Accord commercial régional
ADC	Coopération autrichienne en faveur du développement
ADPIC	Aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce
ADVANCE	Programme d'amélioration des chaînes de valeur pour le développement de l'agriculture
AFTA	Zone de libre-échange de l'ASEAN
AFTi	Initiative pour le libre-échange en Afrique
AGOA	Loi des États-Unis sur la croissance et les perspectives économiques de l'Afrique
AITIC	Agence de coopération et d'information pour le commerce international
ALE	Accord de libre-échange
ALEAC	Accord de libre-échange d'Amérique centrale
ALENA	Accord de libre-échange nord-américain
ANI	<i>Agencia Nacional de infraestructura</i>
APD	Aide publique au développement
APE	Accord de partenariat économique
APEC	Coopération économique Asie-Pacifique
ASDI	Agence suédoise de coopération internationale au développement
ASEAN	Association des nations de l'Asie du Sud-Est
ATLC	Assistance technique liée au commerce
BADEA	Banque arabe de développement économique en Afrique
BAfD	Banque africaine de développement
BAuD	Banque asiatique de développement
BERD	Banque européenne pour la reconstruction et le développement
BID	Banque interaméricaine de développement
BIRD	Banque internationale pour la reconstruction et le développement
BIsD	Banque islamique de développement
BMGF	Bill & Melinda Gates Foundation
BMZ	Ministère allemand de la coopération économique et du développement
CAD	Comité d'aide au développement
CAE	Communauté de l'Afrique de l'Est
CAREC	Conseil de coopération économique régionale pour l'Asie centrale

CARICOM	Communauté des Caraïbes
CARTFund	Fonds d'affectation spéciale pour l'intégration de l'Aide pour le commerce dans les Caraïbes
CBI	Centre pour la promotion des importations en provenance des pays en développement
CCI	Chambre de commerce internationale
CE	Commission européenne
CEA	Commission économique pour l'Afrique
CEAONU	Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique
CEDAO	Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest
CEE-ONU	Commission économique des Nations Unies pour l'Europe
CESAO-ONU	Commission économique et sociale des Nations Unies pour l'Asie occidentale
CESAP-ONU	Commission économique et sociale des Nations Unies pour l'Asie et le Pacifique
CI	Cadre intégré
CIR	Cadre intégré renforcé
CNUCED	Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement
CTPSD	Programme caribéen de développement du commerce et du secteur privé
CVM	Chaîne de valeur mondiale
DFID	Département du développement international du Royaume-Uni
DPI	Droit de propriété intellectuelle
DSRP	Document de stratégie pour la réduction de la pauvreté
EDIC	Étude diagnostique sur l'intégration du commerce
EPR	Examen des politiques commerciales
ETLS	Programme de libéralisation des échanges des États de l'Afrique de l'Est
ExPECT	Promotion des exportations et compétitivité des entreprises pour le commerce
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FEM	Fonds mondial pour l'environnement
FEM	Forum économique mondial
FIDA	Fonds international de développement agricole
FMI	Fonds monétaire international
FIPPO	Programme suisse de promotion des importations
FODI	Fonds de l'OPEC pour le développement international
Fonds arabe	Fonds arabe
FTAAP	Zone de libre-échange Asie-Pacifique
G-7	Groupe des 7
G-20	Groupe des 20
GIZ	<i>Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit</i> (Allemagne)

HCR	Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
HLF-4	Quatrième forum de haut niveau sur l'efficacité de l'Aide
ICTSD	Centre international pour le commerce et le développement durable
IED	Investissement étranger direct
IFI	Institution financière internationale
IPRCC	Centre international pour la réduction de la pauvreté en Chine
ITC	Centre du commerce international
JK	Agence japonaise de coopération internationale
MPME	Micro, petites et moyennes entreprises
NEPAD	Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique
NPF	Nation la plus favorisée
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
ODI	Institut du développement outre-mer
OEA	Organisation des États américains
OECS	Organisation des États des Caraïbes orientales
OMC	Organisation mondiale du commerce
OMD	Objectif du Millénaire pour le développement
OMPI	Organisation mondiale de la propriété intellectuelle
OMT	Organisation mondiale du tourisme
ONG	Organisation non gouvernementale
ONT	Obstacle non tarifaire
ONU	Organisation des Nations Unies
ONUDI	Organisation des Nations Unies pour le développement industriel
OTC	Obstacles techniques au commerce
PACT	Programme de renforcement des capacités commerciales en Afrique
PAGE	Programme pour la croissance accélérée et l'emploi
PAM	Programme alimentaire mondial des Nations Unies
PEV	Petites économies vulnérables
PI	Propriété intellectuelle
PIB	Produit intérieur brut
PDD	Programme de Doha pour le développement
PIDA	Programme pour le développement de l'infrastructure en Afrique
PMA	Pays moins avancé
PME	Petites et moyennes entreprises
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
PNUE	Programme des Nations Unies pour l'environnement
PPP	Partenariat public-privé

PPTÉ	Pays pauvres très endettés
PRI	Pays à revenu intermédiaire
PRITS	Pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure
RCEP	Partenariat économique régional global
RDP	République démocratique populaire
RECS	Communautés économiques régionales
RESW	Guichet électronique du Rwanda
RISDP	Plan de développement stratégique indicatif régional
RNB	Revenu national brut
SADC	Communauté de développement de l'Afrique australe
SDERP	Stratégie de développement économique et de réduction de la pauvreté
SFI	Société financière internationale
SNPC	Système de notification des pays créanciers
SPS	Sanitaire et phytosanitaire
STDF	Fonds pour l'application des normes et le développement du commerce
TIC	Technologie de l'information et des communications
TMEA	<i>TradeMark East Africa</i>
TPP	Partenariat transpacifique
TVA	Taxe sur la valeur ajoutée
UA	Union africaine
UE	Union européenne
UEMOA	Union économique et monétaire ouest-africaine
UIT	Union internationale des télécommunications
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
UNPBF	Fonds des Nations Unies pour le maintien de la paix
USAID	Agence des États-Unis pour le développement international

RÉSUMÉ ANALYTIQUE

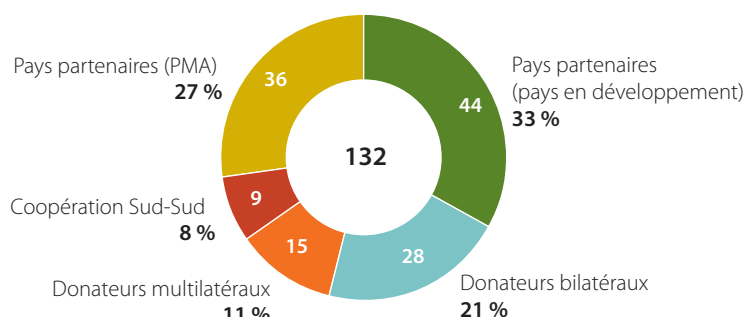
Le rapport *Panorama de l'Aide pour le commerce 2013 : se connecter aux chaînes de valeur* analyse les stratégies, les priorités et les programmes mis en œuvre par les secteurs public et privé dans les pays en développement et développés pour connecter les fournisseurs des pays en développement aux chaînes de valeur. Il semble indiquer que la fragmentation de plus en plus grande des processus de production offre aux pays en développement de nouvelles possibilités commerciales, mais comporte également des risques. Les chaînes de valeur sont un argument de plus en faveur de l'ouverture des marchés et mettent en évidence les coûts de la lourdeur des procédures qui rend les frontières « hermétiques ».

L'Aide pour le commerce contribue dans une large mesure à alléger les principales contraintes liées aux politiques et au commerce qui empêchent les entreprises des pays en développement de se connecter aux chaînes de valeur ou de progresser dans ces chaînes. Selon le rapport, on obtiendrait de meilleurs résultats encore à cet égard en favorisant une plus grande participation du secteur privé, l'amélioration de l'environnement commercial, le renforcement des qualifications, la création de conditions favorables aux projets régionaux, le ciblage de l'aide aux fins du commerce et du développement et l'utilisation de l'aide pour mobiliser l'investissement productif.

Figure 0.1 Participation des parties prenantes à l'initiative Aide pour le commerce

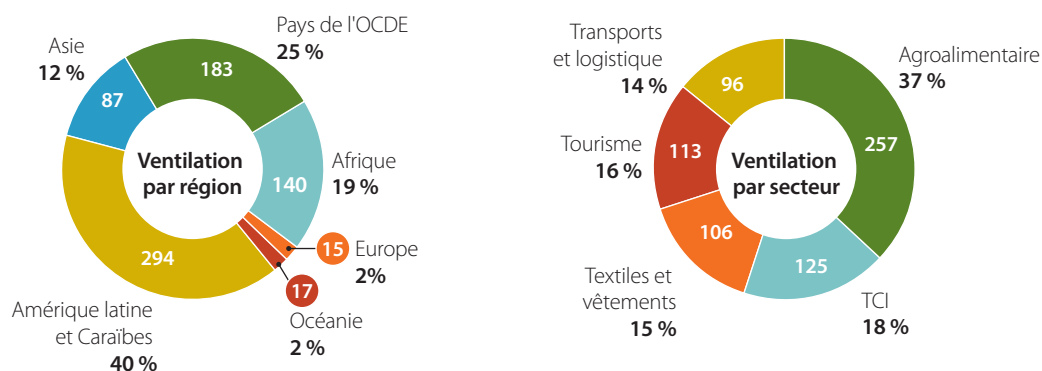
Auto-évaluations du secteur public

Le nombre de réponses est indiqué en blanc.



Réponses du secteur privé

Le nombre de réponses est indiqué en blanc.



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888932853777>

Note : Sur la base des réponses fournies par les pays en développement d'Afrique, d'Asie, d'Amérique latine et des Caraïbes, d'Europe et d'Océanie, ainsi que par les pays de l'OCDE (certaines de ces catégories se chevauchent).

Toutes les parties prenantes continuent de participer activement à l'initiative Aide pour le commerce, comme le montrent les 132 auto évaluations réalisées par 80 pays en développement (dont 36 pays moins avancés), 28 donateurs bilatéraux, 15 donateurs multilatéraux et 9 fournisseurs de coopération Sud-Sud. En outre, 524 fournisseurs de pays en développement ont décrit les obstacles qu'ils rencontraient en essayant de se connecter aux chaînes de valeur, alors que 173 entreprises dominantes (implantées, pour la plupart, mais pas exclusivement, dans des pays de l'OCDE) mettent en évidence les obstacles qui les empêchent d'intégrer les entreprises de pays en développement dans les chaînes de valeur auxquelles elles participent.

L'Aide pour le commerce reste importante ...

L'émergence de chaînes de valeur conforte le bien fondé de l'assistance liée au commerce et relance le débat sur l'Aide pour le commerce. Les pays en développement veulent participer aux chaînes de valeur pour atteindre leurs objectifs en matière de croissance économique, d'emploi et de réduction de la pauvreté.

... pour accroître la compétitivité, réduire les coûts des transactions commerciales et se connecter aux chaînes de valeur.

Les pays en développement, y compris les pays les moins avancés, consacrent des investissements publics (y compris au titre de l'APD) à la réalisation des objectifs suivants : rendre les frontières moins hermétiques, améliorer la compétitivité et créer les conditions qui permettent à leurs entreprises de se connecter aux chaînes de valeur. Les donateurs répondent à ces nouvelles priorités en axant leur soutien sur le développement du secteur privé et sur les programmes régionaux visant à réduire les coûts commerciaux.

Le secteur privé joue un rôle de plus en plus important.

On reconnaît de plus en plus l'importance du secteur privé comme partie prenante dans le dialogue sur l'Aide pour le commerce, comme partenaire dans la fourniture de l'Aide pour le commerce et, dans certains cas, comme fournisseur de soutien au renforcement des capacités. Toutefois, les partenariats public-privé restent complexes du point de vue des rôles et des attentes.

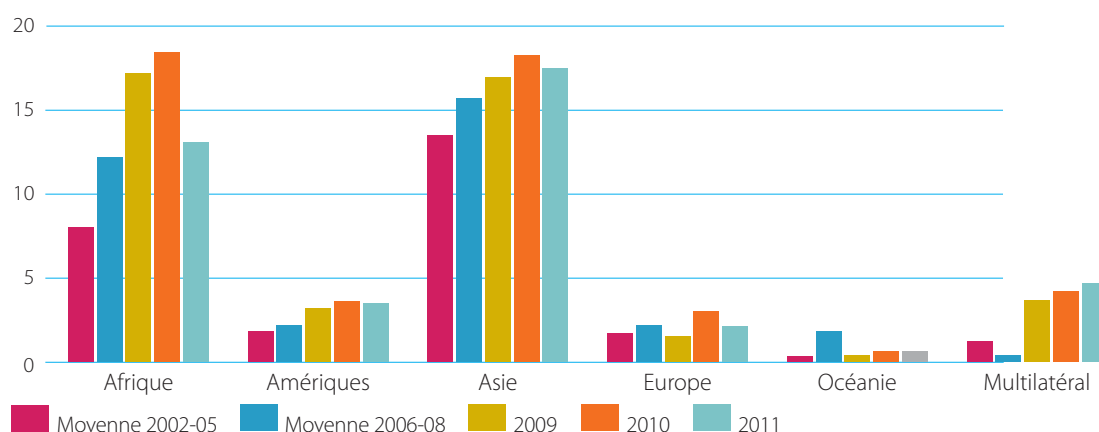
Les engagements pris au titre de l'Aide pour le commerce ont atteint 41,5 milliards de dollars EU en 2011, soit 57 % de plus que pour la période de référence 2002 2005.

Bien que l'aide au renforcement des capacités du côté de l'offre reste une priorité, le montant des engagements est tombé à 41,5 milliards de dollars EU en 2011 en raison de la crise financière qui a exercé une pression à la baisse sur les budgets des membres du CAD consacrés à l'aide. En 2011, le montant des engagements pris au titre de l'Aide pour le commerce est revenu aux niveaux de 2008 2009 ; toutefois, malgré la baisse de 14 %, il reste supérieur de 57 % au montant enregistré pour la période 2002 2005.

On constate une diminution du soutien à l'infrastructure économique, mais ...

La baisse de 6,4 milliards de dollars EU enregistrée en 2011 s'est traduite par une diminution du soutien aux grands projets dédiés à l'infrastructure économique ; en effet, le montant des engagements dans les secteurs du transport et de l'énergie a chuté de 3,5 et 3,2 milliards de dollars EU, respectivement.

Figure 0.2 Aide pour le commerce par région
(Milliards de \$EU constants de 2011)



Source : Base de données du Système de notification des pays créanciers de l'OCDE, <http://stats.oecd.org/index.aspx?DataSetCode=CRS1#>.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932853796>

... une augmentation du soutien au renforcement des capacités productives, alors que ...

Par contre, le montant des engagements destinés au renforcement des capacités productives a augmenté pour atteindre 18 milliards de dollars EU en 2011, ce qui montre que les pays partenaires et les donateurs accordent une priorité de plus en plus élevée au développement du secteur privé. L'aide a augmenté de 10 % dans les secteurs des services aux entreprises, de l'agriculture et de l'industrie.

... la part consacrée au développement du commerce et le financement alloué à l'ajustement lié au commerce ont doublé.

Le financement de programmes dont l'objectif explicite est de promouvoir le commerce a doublé depuis 2007 pour atteindre 5,4 milliards de dollars EU, tandis que le financement alloué à l'ajustement lié au commerce a plus que doublé par rapport à l'année précédente pour s'établir à 62,8 millions de dollars EU. Les engagements pris au titre de la facilitation des échanges ont atteint 380 millions de dollars EU en 2011.

L'Asie est la principale bénéficiaire et ...

L'Asie est aujourd'hui la principale bénéficiaire de l'Aide pour le commerce, au titre de laquelle elle reçoit 17 milliards de dollars EU. La forte croissance de ce type d'aide enregistrée pour l'Afrique au cours des dernières années s'est tarie et le montant du soutien est tombé à 13,1 milliards de dollars EU. L'Aide pour le commerce consacrée aux économies européennes émergentes a également diminué, alors que d'autres régions continuent de recevoir des niveaux de soutien relativement stables, quoique en recul.

... les pays à faible revenu reçoivent la part la plus importante.

Le resserrement des budgets de l'APD et la diminution du montant global des engagements au titre de l'Aide pour le commerce qui en a découlé a touché tous les pays, quelle que soit leur catégorie de revenu. Toutefois, les PMA ont été les moins affectés et les pays à faible revenu reçoivent aujourd'hui la part la plus importante de l'Aide pour le commerce totale. Les pays en développement relativement plus riches comptent de plus en plus sur l'investissement intérieur et sur l'investissement étranger direct pour surmonter les principales contraintes liées au commerce.

Les pays du G-20 et du CAD risquent de ne pas pouvoir respecter leur engagement, ...

... mais la Chine et l'Inde ont augmenté leur soutien.

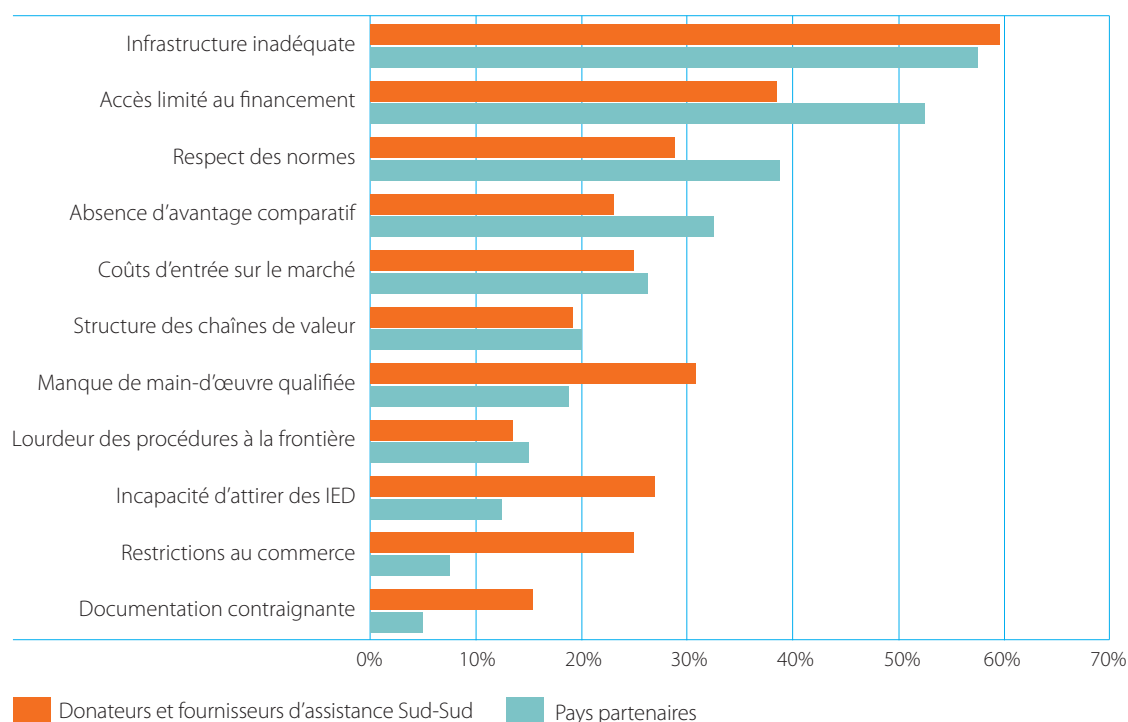
Les perspectives laissent attendre une légère diminution globale.

Les pays du G-20 et du CAD doivent encore allouer 831 millions de dollars EU pour respecter leur engagement de maintenir, après 2011, des niveaux d'Aide pour le commerce équivalents aux niveaux moyens de l'aide accordée pendant la période 2006-2008.

En 2011, en plus du soutien accordé à des conditions non concessionnelles, la Chine et l'Inde ont doublé leur aide de type APD pour la porter à 2,4 milliards et 730 millions de dollars EU, respectivement. Le soutien lié au commerce fourni par les partenaires Sud-Sud devient un complément de plus en plus important de l'Aide pour le commerce.

Les perspectives pour 2012 laissent attendre un léger fléchissement des engagements bilatéraux au titre de l'Aide pour le commerce, qui représentent 60 % de l'ensemble des engagements. Les donateurs multilatéraux sont plus optimistes tandis que le financement des fournisseurs de coopération Sud-Sud-Est en augmentation constante.

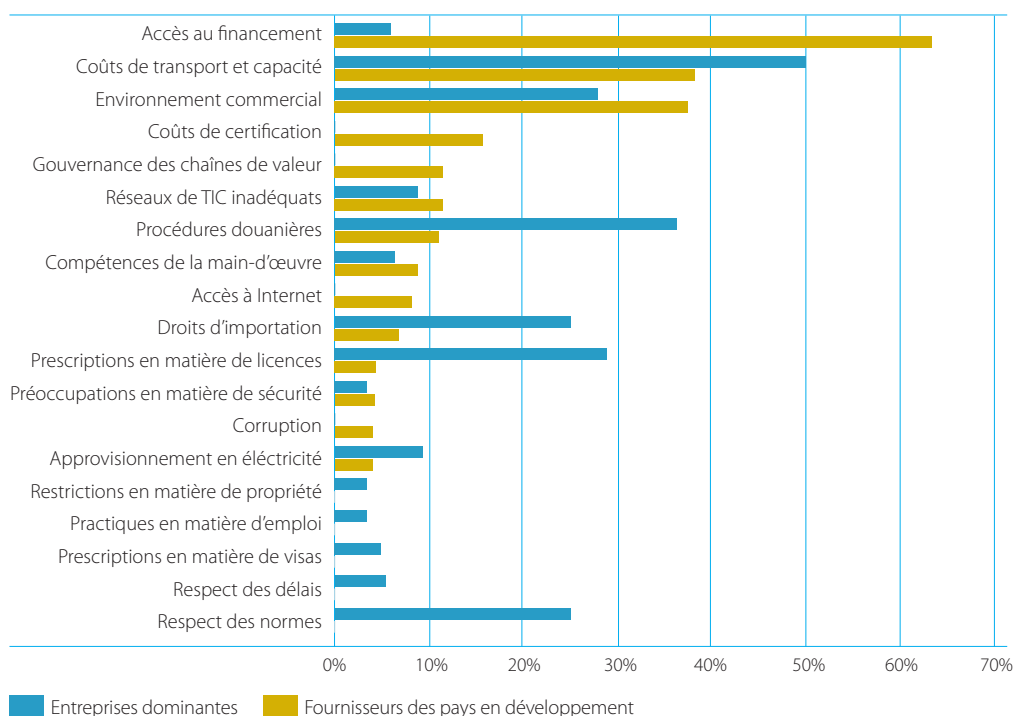
Figure 0.3 Points de vue du secteur public sur les principaux obstacles à surmonter pour connecter les entreprises aux chaînes de valeur
(Pourcentage de réponses)



Source : Questionnaire 2013 OMC/OCDE, www.aid4trade.org.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932853815>

Figure 0.4 Points de vue du secteur privé sur les principaux obstacles à surmonter pour connecter les entreprises aux chaînes de valeur
(Pourcentage de réponses)



Source : Questionnaire 2013 OCDE/OMC, www.aid4trade.org.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888932853834>

Les chaînes de valeur peuvent ouvrir la voie du développement économique ...

Depuis le lancement de l'initiative Aide pour le commerce en 2005, les chaînes de valeur sont devenues prépondérantes dans l'économie mondiale. En offrant un accès aux réseaux, aux marchés régionaux et mondiaux, aux capitaux, aux connaissances et aux technologies, les chaînes de valeur mènent plus facilement au développement économique que des processus de production pleinement intégrés.

... en particulier dans les secteurs agro-industriel, du tourisme et des textiles, mais ...

Les fournisseurs des pays en développement sont bien intégrés dans les chaînes de valeur des secteurs agro-industriel, du tourisme et des textiles et du vêtement, tandis que les chaînes de valeur dans les secteurs des technologies de l'information et de la communication ainsi que du transport et de la logistique offrent l'opportunité de rendre les frontières moins hermétiques.

... des obstacles demeurent en matière d'infrastructures, d'accès au financement et de respect des normes.

Les pays partenaires considèrent le caractère inadapté de l'infrastructure, l'accès limité au financement, la question du respect des normes, l'absence d'avantage comparatif et le niveau élevé des coûts d'entrée sur le marché comme les principaux obstacles à leur intégration dans les chaînes de valeur. Les donateurs et les fournisseurs de coopération Sud-Sud montrent également du doigt le manque de main d'œuvre qualifiée, l'incapacité d'attirer des IED et les restrictions au commerce.

Les fournisseurs insistent sur le financement du commerce, l'infrastructure et l'incertitude réglementaire, alors que ...

Les fournisseurs des pays en développement considèrent tous l'accès limité au financement du commerce comme le principal obstacle qui les empêche de s'intégrer aux chaînes de valeur, d'établir des chaînes de valeur ou de progresser dans ces chaînes. Ils citent également comme obstacles les coûts de transport et d'expédition, l'environnement commercial et les prescriptions en matière de certification.

... les entreprises dominantes mettent l'accent sur les procédures douanières et les prescriptions en matière de licences.

Les entreprises dominantes considèrent les coûts de transport comme leur principal obstacle. Elles indiquent également que les procédures douanières, les prescriptions en matière de licences et l'environnement commercial les empêchent d'intégrer les fournisseurs des pays en développement dans leurs chaînes de valeur.

Les programmes régionaux d'Aide pour le commerce sont potentiellement plus bénéfiques et ...

Les programmes régionaux d'Aide pour le commerce sont généralement plus économiques que les programmes par pays pour appuyer les efforts visant à rendre les frontières moins hermétiques et à combler les insuffisances de l'infrastructure. Cet avantage est particulièrement important lorsque les budgets des donateurs sont serrés.

... attirent plus de fonds pour la réduction des obstacles en matière de facilitation des échanges et d'infrastructures.

Le fait que l'Aide pour le commerce régionale ait triplé, atteignant 7,7 milliards de dollars EU en 2011, montre que les partenaires et les donateurs sont de plus en plus conscients de l'incidence positive que peuvent avoir les programmes régionaux d'Aide pour le commerce sur la réalisation des objectifs en matière de commerce et de développement.

L'Aide pour le commerce réduit les coûts du commerce, ...

Il est maintenant amplement prouvé que l'Aide pour le commerce, en combinaison avec des politiques complémentaires, contribue à réduire les coûts du commerce – en permettant la création de nouvelles infrastructures, en renforçant les institutions telles que les douanes et les autorités de normalisation ou en favorisant des politiques et des réglementations plus propices au commerce ainsi que des procédures réglementaires propres à stimuler la concurrence et à abaisser les prix.

... améliore les résultats commerciaux et ...

L'analyse économétrique semble révéler une corrélation au sens large entre l'Aide pour le commerce bilatérale et l'amélioration des résultats commerciaux. Selon des calculs effectués aux fins du présent rapport, chaque dollar EU versé au titre de l'Aide pour le commerce correspond à une augmentation des exportations de près de 8 dollars EU pour l'ensemble des pays en développement, de 9 dollars EU pour l'ensemble des pays à revenus faible et intermédiaire de la tranche inférieure et de 20 dollars EU pour les pays de l'Association internationale de développement (IDA).

... accroît le commerce de pièces détachées et de composants.

L'analyse économétrique révèle également que l'Aide pour le commerce est liée encore plus étroitement et positivement à la croissance du commerce de pièces détachées et de composants.

Il ne s'impose pas de recentrage majeur de l'Aide pour le commerce, mais ...

La multiplication progressive des chaînes de valeur modifie les courants d'échanges mondiaux et élargit les possibilités commerciales pour les fournisseurs des pays en développement. L'Aide pour le commerce intervient déjà dans le bon sens pour continuer à appuyer ce processus, de sorte qu'aucun recentrage majeur ne semble s'imposer.

... il faut accorder une plus grande attention à l'efficacité à l'importation.

Cela étant, il semblerait qu'un domaine qui appelle une attention supplémentaire est celui de l'efficacité des activités d'importation. Trop souvent, les programmes d'Aide pour le commerce ne se soucient pas suffisamment de cette dimension de la compétitivité, pourtant cruciale pour connecter les fournisseurs des pays en développement aux chaînes de valeur.

Les principes d'efficacité de l'aide pourraient être mieux appliqués, et ...

Toutes les parties prenantes soulignent qu'il faut mieux gérer l'aide pour parvenir à des résultats tangibles en matière de commerce et de développement. Les gouvernements qui collaborent avec les donateurs pour concevoir des programmes d'Aide pour le commerce comprenant des objectifs et des indicateurs de performance bien définis pour chaque phase de la chaîne de résultats ont les meilleures chances de voir leurs efforts couronnés de succès.

... les programmes d'Aide pour le commerce devraient tenir compte du cadre de politique au sens large.

Les programmes d'Aide pour le commerce devraient également tenir compte du cadre de politique au sens large, en particulier de la politique commerciale, mais aussi des politiques complémentaires.

Aujourd'hui, le plus important est que toutes les parties prenantes réaffirment leur volonté d'aider les pays en développement à renforcer les capacités du côté de l'offre et l'infrastructure dont ils ont besoin pour faire du commerce un moteur de la croissance et de la réduction de la pauvreté. Le quatrième Examen global de l'Aide pour le commerce, en juillet 2013, et la neuvième Conférence ministérielle de l'OMC, en décembre 2013, sont pour les Membres des occasions importantes d'examiner les moyens de faire en sorte que l'initiative Aide pour le commerce conserve sa pertinence dans un environnement commercial et de développement en pleine évolution.

INTRODUCTION

Selon la littérature économique, il semble généralement établi que la réduction de la pauvreté est étroitement liée à l'expansion du commerce et à la croissance économique. Non seulement les pays qui ont mis l'ouverture et la libéralisation des échanges au cœur de leur stratégie de développement ont des taux de croissance globaux à long terme qui dépassent ceux des économies centrées sur le marché intérieur, mais ils ont aussi réussi à abaisser les taux de pauvreté et enregistré des améliorations au regard d'autres indicateurs sociaux. Les mécanismes par lesquels la croissance entraînée par le commerce permet de réduire la pauvreté sont nombreux. C'est, en effet, par le canal des exportations que les pays peuvent exploiter leur avantage comparatif et accroître globalement leur efficacité et leur productivité, et que les entreprises peuvent avoir une utilisation plus rationnelle et plus rentable de leurs ressources. Ces facteurs accroissent la demande, stimulent la consommation et réduisent les risques liés à la dépendance à l'égard du marché intérieur. Par ailleurs, ils favorisent l'emploi dans les secteurs à forte intensité de main-d'œuvre, la hausse des salaires et le relèvement du niveau de vie. Les importations permettent aux pays d'avoir accès à une gamme plus vaste de biens et de services et aux entreprises locales de profiter de technologies plus nombreuses, moins coûteuses et plus novatrices, qui augmentent la productivité et la compétitivité (OCDE, 2011).

Bien qu'il y ait matière à améliorer encore l'accès aux marchés des pays de l'OCDE et des pays émergents, les cycles successifs de négociations commerciales multilatérales, les accords régionaux de libre-échange et divers accords préférentiels ont élargi les perspectives commerciales des pays en développement. Il peut cependant être difficile pour ces pays, s'ils sont confrontés à des capacités limitées ou disposent d'infrastructures liées au commerce insuffisantes, de réaliser ce potentiel. Par ailleurs, du fait des contraintes intérieures affectant le commerce de ces pays, l'impact du développement des échanges sur la croissance économique et la pauvreté est moindre. L'initiative Aide pour le commerce a été lancée pour résoudre ces problèmes. Cette initiative a réussi à sensibiliser les partenaires et les pays donateurs au rôle qu'ils peuvent jouer pour promouvoir la croissance économique et le développement. De plus, les ressources (à caractère préférentiel ou non) destinées à atténuer les contraintes majeures affectant le commerce et à faire en sorte que celui-ci soit plus favorable aux pauvres se sont accrues.

Au fil des sessions de l'Examen global de l'Aide pour le commerce, les partenaires commerciaux, et plus particulièrement les pays les moins avancés (PMA), ont amélioré la formulation, l'intégration et la communication de leurs objectifs et de leurs stratégies en matière de commerce. Cela a eu un retentissement favorable sur l'alignement de l'aide publique au développement (APD), qui a augmenté régulièrement par rapport à la moyenne de la période de référence 2002-2005. L'Examen global de 2011 a dressé un tableau éloquent des résultats de l'Aide pour le commerce obtenus sur le terrain. Les cas d'expérience qui y ont été présentés indiquent que les actions menées dans ce cadre sont concrètes, qu'elles se sont implantées dans tout un éventail de pays et qu'elles occupent désormais une place plus importante dans les stratégies de développement. Ils décrivent avec une grande diversité de détails les efforts déployés par les gouvernements et la communauté internationale pour promouvoir le

commerce comme outil de développement. Bien qu'il ne soit pas toujours facile de mettre en évidence les liens de causalité, les cas d'expérience montrent aussi que les programmes d'Aide pour le commerce aident indiscutablement les pays en développement à renforcer les capacités humaines et institutionnelles et les infrastructures qui leur sont nécessaires pour s'intégrer dans les marchés régionaux et mondiaux et tirer parti des possibilités offertes par le commerce.

Depuis le lancement de l'initiative en 2005, les chaînes de valeur occupent une place de plus en plus centrale dans le commerce et l'investissement au niveau mondial. En donnant accès aux réseaux, aux marchés mondiaux, aux capitaux, au savoir et à la technologie, l'intégration dans une chaîne de valeur existante offre un tremplin vers le développement économique plus accessible que la création d'une chaîne de valeur entièrement intégrée. Avec le développement des flux commerciaux Sud-Sud, les chaînes de valeur mondiales (CVM) voient aussi se renforcer leur portée et leur dimension mondiale. Les économies en développement peuvent s'intégrer dans les chaînes de valeur en ouvrant leurs marchés au commerce et à l'investissement étranger direct, en améliorant le climat des affaires et de l'investissement et en renforçant leurs capacités en matière d'offre.

Le paysage du développement a aussi été modifié par le Partenariat mondial pour une coopération efficace au service du développement. Créé en 2012, ce partenariat doit constituer un nouveau cadre pour renforcer les actions visant à aider les pays en développement à tirer parti des diverses formes de financement du développement, à les améliorer et à faire en sorte qu'elles aient un effet de catalyseur pour le commerce et le développement. En même temps, la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire en matière de commerce ont pris une importance accrue et contribuent notablement à la réalisation des objectifs de l'initiative Aide pour le commerce. De plus en plus, le secteur privé aide lui aussi les pays à faible revenu à réduire leurs coûts commerciaux et à s'intégrer dans les CVM car il a compris que c'est dans son intérêt. Avec des budgets d'aide tendus dans les pays de l'OCDE, ces diverses formes de coopération publique et privée dans le domaine du commerce sont appelées à prendre davantage d'importance.

L'émergence des chaînes de valeur a, par ailleurs, des incidences importantes sur la manière de considérer et de fournir l'aide. Il convient maintenant d'avoir une vue plus intégrée du financement de l'aide, des dépenses nationales et de l'investissement privé (national et étranger). Si l'Aide pour le commerce a été définie en termes d'aide publique au développement, on voit maintenant se développer d'autres sources de financement susceptibles de contribuer au renforcement des capacités commerciales des pays à revenu faible ou intermédiaire. Les autres apports du secteur public (AASP), par exemple, consistent en prêts pour le commerce, sans conditions de faveur, accordés principalement à des pays à revenu intermédiaire. L'aide publique au développement et les autres apports du secteur public contribuent à améliorer les conditions générales pour faciliter l'investissement étranger direct (IED) et inciter le secteur privé à participer au renforcement des capacités en matière de commerce, plus particulièrement en ce qui concerne les qualifications, les normes et la logistique.

Le quatrième Examen global de l'Aide pour le commerce analysera les avantages pour le développement des chaînes de valeur, examinera les stratégies et les programmes devant permettre de relier les entreprises des pays en développement à des chaînes de valeur (y compris par le biais d'approches régionales) et évaluera les résultats de ces stratégies et programmes en termes de commerce et de développement. L'analyse s'appuie sur une auto-évaluation des pays partenaires, des donateurs bilatéraux et multilatéraux et du secteur privé. Elle est complétée par des données extraites de la base de données du Système de notification des pays créanciers (SNPC) de l'OCDE, par des résultats d'évaluations, des études de cas et récits d'expériences, des études empiriques et par des références aux publications plus générales sur le commerce et le développement.

COMMENT EST ASSURÉ LE SUIVI DE L'AIDE POUR LE COMMERCE ?

Pour évaluer la progression vers les objectifs convenus de l'initiative Aide pour le commerce, l'OCDE et l'Organisation mondiale du commerce (OMC) ont établi en commun un cadre de suivi. Ce cadre relie la responsabilité au niveau national (ou régional) et la responsabilité au niveau mondial. Comme l'indique la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide, la responsabilité mutuelle est destinée à permettre la constitution de partenariats véritables, qui soient axés sur l'obtention de résultats. Trois éléments sont au cœur de la responsabilité mutuelle : un programme partagé assorti d'objectifs clairs et d'engagements réciproques ; le suivi et l'évaluation de ces engagements et actions ; et le dialogue et l'examen, étroitement liés. L'initiative Aide pour le commerce est l'un des meilleurs exemples, au plan international, du pouvoir d'incitation créé par ces trois éléments en ce qui concerne l'exécution des engagements pris et, en fin de compte, le changement des comportements.

Le cadre logique pour évaluer l'Aide pour le commerce est fondé sur quatre grands éléments identifiés par l'Équipe spéciale de l'OMC¹ :

- la demande (c'est-à-dire l'intégration du commerce en tant que priorité dans les stratégies de développement) ;
- la réponse (c'est-à-dire les projets et programmes d'Aide pour le commerce) ;
- les résultats (c'est-à-dire le renforcement des capacités commerciales) ; et
- les impacts (c'est-à-dire l'amélioration des résultats commerciaux et la réduction de la pauvreté).

Le suivi comporte un volet qualitatif et un volet quantitatif. Le suivi qualitatif s'appuie sur des questionnaires d'auto-évaluation remplis par les donateurs, les partenaires Sud-Sud et les bénéficiaires de l'Aide pour le commerce. En 2013, selon le thème choisi pour l'exercice de suivi, le secteur privé a été invité, en plus des donateurs et des partenaires Sud-Sud, à donner son avis. Les uns et les autres ont été interrogés sur les contraintes réelles auxquelles se heurte le secteur privé pour s'intégrer dans les chaînes de valeur et sur le retentissement que peut avoir le renforcement des capacités de production liées au commerce des pays en développement (ou les programmes de développement du secteur privé) sur les performances commerciales, la croissance économique, l'emploi et l'atténuation de la pauvreté. Les pays partenaires et les donateurs ont aussi été interrogés sur l'intégration des objectifs commerciaux dans les stratégies de développement et sur les perspectives de financement de ces programmes de développement liés au commerce.

Le suivi quantitatif s'intéresse aux flux d'Aide pour le commerce aux niveaux mondial, régional et national. Les données renseignent en détail sur la « réponse » (c'est-à-dire le volume des engagements et des décaissements au titre de l'Aide pour le commerce). Ces données sont extraites de la base de données du SNPC de l'OCDE en suivant les indicateurs de l'Aide pour le commerce les mieux adaptés pour mesurer les flux de l'Aide pour le commerce définis par l'Équipe spéciale de l'OMC, à savoir :

- l'assistance technique pour la politique et les réglementations commerciales ;
- l'infrastructure liée au commerce ;
- le renforcement des capacités de production (y compris le développement du commerce) ;
- l'ajustement lié au commerce ; et
- les autres besoins liés au commerce, s'ils sont identifiés comme priorités en matière de développement dans les stratégies nationales de développement des pays partenaires.

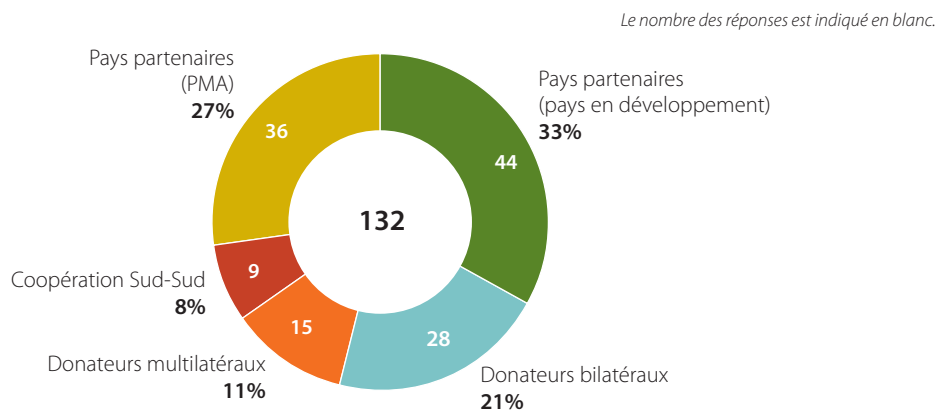
Le SNPC (base de données couvrant environ 90 % de l'APD) est considéré par l'Équipe spéciale comme la meilleure source de données disponible pour suivre les apports d'aide pour le commerce au niveau mondial. La base de données sur les activités d'aide du SNPC, établie en 1967 est une source de données internationalement reconnue sur les activités d'aide, qui permet des ventilations géographiques et sectorielles et qui est largement utilisée par les gouvernements, les organisations et les chercheurs pour examiner les tendances de l'APD et des AASP dans le temps et entre les différents organismes.

La nouveauté de l'édition 2013 du Panorama de l'Aide pour le commerce est la nouvelle conception des fiches de pays sur l'Aide pour le commerce. La méthode de gestion utilisée pour ces fiches, fondée sur les résultats, met en relief les apports (flux de moyens de financement du développement), les résultats (performances commerciales ; variation des principaux indicateurs commerciaux) et l'impact (économique et social) afin d'inciter le pays concerné à débattre des résultats. Ces fiches ont pour but de comparer les performances au regard des quatre catégories d'indicateurs sur la période 2005-2010. Il ne s'agit pas d'essayer d'établir une imputation au niveau macroéconomique des résultats de l'Aide pour le commerce. Des difficultés méthodologiques rendent impossible l'établissement de tels liens de causalité. En revanche, ces fiches peuvent inciter à mener une étude approfondie dans le pays concerné et fournir des indications utiles là où des contributions apparaissent, de sorte que celles-ci puissent être examinées sous un angle critique lors d'études plus approfondies.

QUI A PARTICIPÉ À L'ENQUÊTE DE SUIVI DE 2013 ?

En 2013, 80 pays partenaires (dont 36 PMA) ont présenté une auto-évaluation de l'Aide pour le commerce. Ce nombre est semblable à celui des pays partenaires ayant participé à l'exercice de suivi de 2011. En revanche, la participation des PMA était sensiblement plus forte que pour l'exercice précédent puisque, malgré la complexité du questionnaire, cinq réponses supplémentaires ont été obtenues. Les 80 pays partenaires ont reçu, au total, 22,8 milliards de dollars EU au titre de l'Aide pour le commerce en 2011. Cela représente 67,4 % de l'aide programmable totale pour le commerce attribuée aux pays (à l'exclusion des programmes couvrant plusieurs pays). En 2013, 43 donateurs bilatéraux et multilatéraux, soit le même nombre qu'en 2011, ont présenté une auto-évaluation de l'Aide pour le commerce. Pris conjointement, ces organismes ont fourni la quasi-totalité de l'Aide pour le commerce. Neuf fournisseurs de coopération Sud-Sud (dont la Chine) ont participé à l'enquête de suivi de 2013, un chiffre ici encore voisin de celui de 2011. Les partenaires Sud-Sud sont plus communicatifs sur leurs programmes que par le passé, mais les données sur les flux d'Aide pour le commerce restent parcellaires et sont obtenues par le biais de sources indirectes.

Figure 0.5 Auto évaluations, par répondant



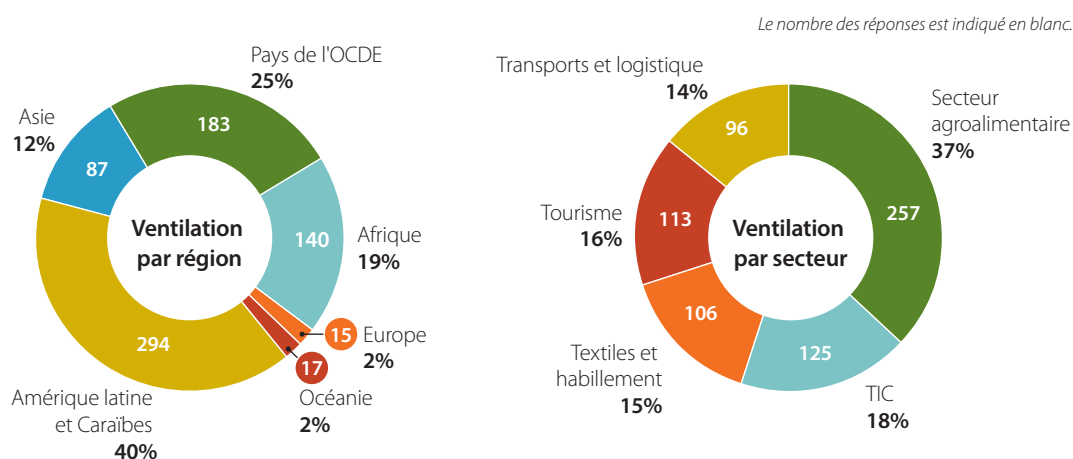
Source : Auto évaluations et questionnaires OCDE/OMC 2013; www.aidfortrade.org.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888932853853>

L'autre innovation de l'exercice de suivi 2013 a consisté à solliciter le point de vue du secteur privé sur la connexion aux chaînes de valeur et l'utilité que peut avoir l'Aide pour le commerce à cet égard. La nouveauté tenait non seulement à l'exercice en soi, inédit, mais aussi aux partenariats constitués pour le mener à bien. À l'OCDE et l'OMC se sont ajoutés *Grow Africa*, la Chambre de commerce internationale (CCI), le Centre du commerce international (ITC), l'Union internationale des télécommunications (UIT) et l'Organisation mondiale du tourisme (OMT). L'élargissement du cercle des organisations collaborant au suivi a permis d'approcher les entreprises et les organisations professionnelles dans chacun des cinq secteurs ciblés.

Le questionnaire destiné au secteur privé portait sur les entreprises participant à des chaînes de valeur dans cinq grands secteurs : le secteur agroalimentaire, les technologies de l'information et de la communication (TIC), les textiles et l'habillement, le tourisme, et le secteur des transports et de la logistique. Le grand nombre de réponses au questionnaire témoigne clairement de l'intérêt suscité par l'initiative Aide pour le commerce auprès du secteur privé. Les 524 réponses transmises par des entreprises et des associations professionnelles de pays en développement présentent des points de vue tranchés sur les contraintes inévitables auxquelles elles sont confrontées pour s'intégrer dans des chaînes de valeur, y progresser ou en créer, tandis que les 173 réponses émanant d'entreprises de premier plan (principalement, mais non exclusivement, de pays de l'OCDE) font apparaître les obstacles auxquels ces entreprises se heurtent pour entrer en contact avec des entreprises de pays en développement. Les réponses du secteur privé, 697 au total, font ressortir les domaines les plus prometteurs pour des partenariats entre secteurs public et privé aux fins de la réalisation des objectifs de l'initiative Aide pour le commerce.

Figure 0.6 Questionnaire adressé au secteur privé
(697 réponses)



Source : Auto évaluations et questionnaires OCDE/OMC 2013, www.aidfortrade.org.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932853872>

Note : D'après les réponses fournies par les pays en développement d'Afrique, d'Asie, d'Amérique latine et Caraïbes, d'Europe et d'Océanie et par les pays de l'OCDE (chevauchement de certaines catégories).

STRUCTURE DU RAPPORT

Le présent rapport examine les stratégies et programmes visant à aider les entreprises des pays en développement, surtout les moins avancés, à se connecter aux chaînes de valeur ; les possibilités qu'ont ces entreprises de progresser dans la chaîne de valeur ; et les avantages que cela entraîne pour le développement dans le contexte du débat mondial sur le programme de développement au-delà de 2015.

Le **chapitre 1** présente, en toile de fond, le commerce et le développement, et la façon dont leur évolution récente se répercute sur l'Aide pour le commerce. Sur la base des réponses au questionnaire OCDE/OMC, on examine comment évoluent les politiques, les priorités et les stratégies de l'Aide pour le commerce. On cherche à mesurer, en particulier, quelle résonance ont les chaînes de valeur dans la détermination des objectifs des pays en développement, et dans quelle mesure elles sont prises en compte dans les programmes des organismes donateurs et des fournisseurs de coopération Sud-Sud.

Le **chapitre 2** souligne qu'il est de plus en plus nécessaire d'adopter une approche intégrée du financement, des dépenses nationales et des politiques publiques concernant l'aide, ainsi que de l'investissement privé. L'Aide pour le commerce a été définie en termes d'aide publique, mais d'autres sources de financement contribuent dans une mesure croissante à renforcer les capacités commerciales des pays à revenu faible ou intermédiaire. Les AASP sont des prêts non préférentiels accordés généralement aux pays à revenu intermédiaire. L'APD et les AASP créent des conditions plus favorables à l'IED. Le secteur privé s'est lui aussi engagé dans le renforcement des capacités en matière de commerce.

Le **chapitre 3** analyse les perspectives de développement qu'ouvrent les chaînes de valeur. Seule la consolidation du secteur privé peut faciliter l'exploitation des possibilités offertes par les chaînes de valeur régionales et mondiales. Ce sont les entreprises qui commercent et organisent les flux de capitaux, de main-d'œuvre, de savoir et de technologie, dans des contextes qui sont évidemment plus ou moins fortement réglementés. Sur la base des réponses au questionnaire du secteur public et du secteur privé, des cas d'expérience et d'autres observations, ce chapitre donne des exemples d'investissements dans des chaînes de valeur qui fonctionnent, en expliquant pourquoi. L'importance des chaînes de valeur est examinée dans cinq grands secteurs (agroalimentaire, technologies de l'information et de la communication – TIC, textiles et habillement, tourisme, et transports et logistique). Ce chapitre présente une synthèse des principales constatations et établit des conclusions concernant ces cinq secteurs à partir des réponses au questionnaire fournies par les donateurs, les pays partenaires et, en particulier, le secteur privé. Des partenariats stratégiques conclus au niveau sectoriel/thématique avec des organisations internationales compétentes ont facilité la diffusion du questionnaire auprès du secteur privé et les réponses des entreprises.

Le **chapitre 4** étudie comment l'Aide pour le commerce régionale contribue au processus du développement ; il recense les difficultés actuelles auxquelles se heurtent les économies en développement en voulant accroître leur intégration régionale ; il souligne les possibilités qui s'ouvrent, en particulier grâce aux chaînes de valeur régionales ; et détermine quelle a été jusqu'ici l'efficacité de l'Aide pour le commerce régionale et plurilatérale. Il passe en revue les stratégies des pays partenaires permettant d'intégrer au mieux l'Aide pour le commerce régionale dans les programmes de développement, et la forme que devrait prendre la collaboration entre pays donateurs et pays partenaires pour assurer la meilleure conception possible des projets et des programmes d'Aide pour le commerce. Sont enfin examinées les questions de réglementation, particulièrement complexes dans le cas de l'Aide pour le commerce régionale, illustrées par des exemples d'initiatives prises récemment en Afrique, en Asie et en Amérique latine et aux Caraïbes.

Le **chapitre 5** traite des résultats des projets et programmes d'Aide pour le commerce. Quelle a été la contribution de l'Aide pour le commerce, dans le contexte plus large des flux financiers d'aide en faveur du développement, aux performances commerciales des pays en développement, et comment l'Aide pour le commerce peut répondre le plus efficacement aux divers problèmes de pays présentant des stades de développement différents sont les questions abordées ici. Le chapitre dresse un état récent des études empiriques, des évaluations d'impact et des dernières évaluations intéressant l'Aide pour le commerce, en mettant l'accent sur la contribution de l'Aide pour le commerce aux chaînes de valeur (y compris des évaluations du développement du secteur privé et des principaux secteurs de l'économie). Il propose enfin des moyens pour permettre aux pays partenaires et organismes donateurs de suivre plus efficacement les progrès accomplis et de mieux gérer les ressources pour obtenir des résultats dans le domaine du commerce et celui du développement.

Le **chapitre 6** porte sur la promesse que porte l'Aide pour le commerce. Celle-ci a réussi à améliorer l'image du commerce dans les stratégies de développement. Elle a aidé les pays en développement à surmonter les contraintes du côté de l'offre et les entreprises à s'insérer dans les chaînes de valeur. Les approches et modalités régionales de gestion de l'aide pour atteindre les objectifs en matière de commerce et de développement s'améliorent et l'Aide pour le commerce continue d'enregistrer des résultats. Toutefois, le parcours est semé d'embûches, les budgets d'aide restent tendus et l'efficacité de l'aide sera compromise si les donateurs et les partenaires Sud-Sud lient l'assistance qu'ils procurent. La communauté internationale doit continuer à plaider pour le renforcement et l'amélioration de l'Aide pour le commerce. Ce chapitre, qui conclut le rapport, se termine par des commentaires sur l'avenir de l'Aide pour le commerce et des suggestions quant à la voie à suivre pour que l'initiative conserve sa pertinence dans un environnement du commerce et du développement en constante évolution.

Le rapport contient en outre les fiches d'Aide pour le commerce des pays et toutes les données relatives à l'Aide pour le commerce qui ont été utilisées pour l'analyse.

Enfin, toute l'information utilisée dans ce rapport peut être consultée sur le site commun OCDE/OMC de l'Aide pour le commerce à l'adresse suivante : www.aid4trade.org. ■

Tableau 0.1 Réponses au questionnaire sur l'Aide pour le commerce

	Total général	Pays partenaires	PMA	Donateurs (y compris OIG)	Sud-Sud
Réponses 2013	133	80	36	43	9
Réponses 2011	146	84	31	43	10

Tableau 0.2 Réponses des pays partenaires au questionnaire sur l'Aide pour le commerce

Région	Réponses au questionnaire 2013	Réponses au questionnaire 2011
Afrique (38)	Bénin ; Botswana ; Burkina Faso ; Burundi ; Cabo Verde ; Comores ; Congo, Rép. dém. ; Côte d'Ivoire ; Djibouti ; Éthiopie ; Gabon ; Gambie ; Ghana ; Guinée ; Kenya ; Lesotho ; Libéria ; Madagascar ; Malawi ; Mali ; Maroc ; Maurice ; Mauritanie ; Mozambique ; Niger ; Nigéria ; Ouganda ; République centrafricaine ; Rép. du Congo ; Rwanda ; Sénégal ; Soudan ; Tanzanie ; Tchad ; Togo ; Tunisie ; Zambie ; Zimbabwe	Angola ; Bénin ; Botswana ; Burkina Faso ; Burundi ; Cabo Verde ; Cameroun ; Comores ; Congo, Rép. dém. ; Côte d'Ivoire ; Éthiopie ; Gabon ; Gambie ; Ghana ; Guinée ; Kenya ; Lesotho ; Madagascar ; Malawi ; Mali ; Maroc ; Maurice ; Mozambique ; Niger ; Nigéria ; Ouganda ; République centrafricaine ; Rép. du Congo ; Sénégal ; Sierra Leone ; Swaziland ; Tchad ; Togo ; Zambie ; Zimbabwe
Pays arabes et Moyen-Orient (3)	Jordanie ; Oman ; Yémen	Jordanie ; Liban ; Yémen
Asie et Pacifique (12)	Bangladesh ; Bhoutan ; Cambodge ; Fidji ; Inde ; Indonésie ; Népal ; Pakistan ; Papouasie-Nouvelle-Guinée ; Samoa ; Tuvalu ² ; Vanuatu	Bangladesh ; Fidji ; Îles Salomon ; Inde ; Indonésie ; Maldives ; Mongolie ; Népal ; Pakistan ; RDP lao ; Sri Lanka ; Tonga ; Tuvalu ³
Europe centrale et orientale et Asie centrale (2)	Afghanistan ; Turquie	Afghanistan ; Azerbaïdjan ; Croatie ; République kirghize ; Serbie
Amérique latine et Caraïbes (25)	Antigua-et-Barbuda ; Bahamas ; Barbade ; Belize ; Colombie ; Costa Rica ; Dominique ; El Salvador ; Grenade ; Guatemala ; Haïti ; Honduras ; Jamaïque ; Mexique ; Nicaragua ; Panama ; Paraguay ; Pérou ; République Dominicaine ; Saint-Kitts-et-Nevis ; Saint-Vincent-et-les Grenadines ; Sainte-Lucie ; Suriname ; Trinité-et-Tobago ; Uruguay	Antigua-et-Barbuda ; Bahamas ; Barbade ; Belize ; Chili ; Colombie ; Costa Rica ; Dominique ; El Salvador ; Grenade ; Guatemala ; Guyana ; Haïti ; Honduras ; Jamaïque ; Mexique ; Nicaragua ; Panama ; Paraguay ; Pérou ; République Dominicaine ; Saint-Kitts-et-Nevis ; Saint-Vincent-et-les Grenadines ; Sainte-Lucie ; Suriname ; Trinité-et-Tobago ; Uruguay
PMA (36)	Afghanistan ; Bangladesh ; Bénin ; Bhutan ; Burkina Faso ; Burundi ; Cambodge ; Comores ; Congo, Rép. dém. ; Djibouti ; Éthiopie ; Gambie ; Guinée ; Haïti ; Lesotho ; Libéria ; Madagascar ; Malawi ; Mali ; Mauritanie ; Mozambique ; Népal ; Niger ; Ouganda ; République centrafricaine ; Rwanda ; Samoa ; Sénégal ; Soudan ; Tanzanie ; Tchad ; Togo ; Tuvalu ; Vanuatu ; Yémen ; Zambie	Afghanistan ; Angola ; Bangladesh ; Bénin ; Burkina Faso ; Burundi ; Comores ; Congo, Rép. dém. ; Éthiopie ; Gambie ; Guinée ; Haïti ; Lesotho ; Madagascar ; Malawi ; Maldives ; Mali ; Mozambique ; Népal ; Niger ; Ouganda ; RDP lao ; République centrafricaine ; Sénégal ; Sierra Leone ; Îles Salomon ; Tchad ; Togo ; Tuvalu ⁴ ; Yémen ; Zambie

Tableau 0.3 Réponses des pays donateurs au questionnaire sur l'Aide pour le commerce

	Réponses au questionnaire 2013	Réponses au questionnaire 2011
Donateurs bilatéraux (28)	Allemagne ; Australie ; Autriche ; Belgique ; Bulgarie ; Canada ; Corée ; Danemark ; Espagne ; États-Unis ; Finlande ; France ; Grèce ; Irlande ; Italie ; Japon ; Lituanie ; Norvège ; Nouvelle-Zélande ; Pays-Bas ; Portugal ; République tchèque ; Royaume-Uni ; Singapour ; Suède ; Suisse ; Taipei chinois ; UE	Allemagne ; Australie ; Autriche ; Belgique ; Canada ; Corée ; Danemark ; Espagne ; États-Unis ; Finlande ; France ; Hongrie ; Irlande ; Israël ; Italie ; Japon ; Lituanie ; Luxembourg ; Norvège ; Nouvelle-Zélande ; Pays-Bas ; Portugal ; République tchèque ; Royaume-Uni ; Singapour ; Suède ; Suisse ; Taipei chinois ; UE
Donateurs multilatéraux (15)	BAfD ; BERD ; CIR ; FAO ; BID ; FMI ; BIsD ; ITC ; CNUCED ; PNUD ; CEA-ONU ; CEE-ONU ; ONUDI ; Banque mondiale ; OMC	BAfD ; BERD ; FAO ; BID ; FMI ; BIsD ; ITC ; CNUCED ; PNUD ; CEA-ONU ; CEE-ONU ; ONUDI ; Banque mondiale ; OMC

Tableau 0.4 Réponses des fournisseurs de coopération Sud-Sud au questionnaire sur l'Aide pour le commerce

Région	Réponses au questionnaire 2013	Réponses au questionnaire 2011
(10)	Chili ; Chine ; Colombie ; Costa Rica ; Indonésie ; Maroc ; Maurice ; Mexique ; Oman	Argentine ; Brésil ; Chili ; Chine ; Colombie ; Équateur ; Inde ; Indonésie ; Mexique ; Oman

Tableau 0.5 Réponses du secteur privé au questionnaire sur l'Aide pour le commerce

Secteur	Total	Entreprises de premier plan*	Fournisseurs de pays en développement*
Agroalimentaire	257	83	163
TIC	125	44	80
Textiles et habillement	106	37	63
Tourisme	113	23	86
Transports et logistique	96	32	63
TOTAL	697	219	455

* Certaines de ces catégories se chevauchent.

NOTES

1. WT/AFT/1 (2006).
2. Ni Membre de l'OMC, ni observateur.
3. Ni Membre de l'OMC, ni observateur.
4. Ni Membre de l'OMC, ni observateur.

RÉFÉRENCES

OCDE (2011), *Strengthening Accountability in Aid for Trade*, The Development Dimension, OECD, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264123212-en>.